

Faites le point sur le comportement du président Sténio Vincent devant le massacre des Haïtiens en 1937 par les Dominicains.

Introduction

Durant l'occupation américaine, la question dominicaine fut traitée en 1929 à travers un accord binational de délimitation de la frontière, préjudiciable pour Haïti. Le 27 février 1935 un pacte fut signé, entre les présidents haïtien et dominicain, lors d'une visite de Vincent à Santo-Domingo. En mars 1936, le président Trujillo vint en Haïti et en avril de cette même année, Vincent rencontra une seconde fois le président dominicain Trujillo. Cependant les relations Haïtiano-dominicaines allaient se dégrader lors du massacre des Haïtiens 1937 après la décision de Trujillo de les éliminer physiquement le long de la rive dominicaine de la rivière de Dajabon. Quel a été le comportement du président Sténio Vincent devant le massacre des Haïtiens en 1937 par les Dominicains? Pour répondre à cette question, nous allons d'abord voir les circonstances dans lesquelles s'était perpétré le massacre, ensuite identifier les causes y relatives et enfin analyser le comportement du président haïtien d'alors.

Développement

La présence d'Haïtiens travaillant et en quête de travail dans les champs de canne à sucre en République dominicaine avait pris de l'ampleur surtout avec l'occupation américaine. L'opinion publique dominicaine s'en alarma et vint à parler de la « menace haïtienne » selon l'expression de Suzy Castor. Le 2 octobre 1937, le dictateur dominicain Raphael Leonidas Trujillo y Molina en tournée à Dajabon déclara : « J'ai appris que les Haïtiens volent de la nourriture et du bétail aux fermiers. Aux Dominicains qui se plaignent de ces déprédations de la part des Haïtiens qui vivent parmi eux, je réponds : Nous réglerons cette affaire ».

A cet effet, Trujillo prit la décision de débarrasser la société dominicaine du péril haïtien en ordonnant du 2 au 4 octobre 1937, le massacre des Haïtiens le long de la rive dominicaine de la rivière de Dajabon, à l'exception de ceux qui vivent dans les Bateys, parce qu'ils étaient indispensables à l'économie sucrière. Plus de 20 000 à 35 000 haïtiens, hommes, femmes et enfants, furent tués. Pour légitimer son forfait, Trujillo prétextait que les Dominicains étaient victimes des vols du bétail, des provisions, des fruits ect... de la part des haïtiens. Pour que ce crime soit efficace, le pont principal entre la république dominicaine et Haïti, sur la rivière de Dajabon, a été fermé empêchant les haïtiens de fuir la partie Est.

Cette tuerie est connue sous le nom de massacre de Persil du fait que les soldats dominicains avaient un brin de persil qu'ils représentaient aux victimes en leur demandant de dire le nom en espagnol. Les Dominicains l'appellent El Corte qui veut dire couteaux en français, du fait que les meurtres ont été perpétrés non pas avec des armes à feu, mais avec des machettes et des couteaux, afin de faire croire à l'opinion internationale qu'il a été le résultat des disputes entre paysans dominicains et haïtiens. Ce massacre a été une décision calculée de la part de Trujillo pour homogénéiser et "déafricaniser" cette zone frontalière face à l'immigration des haïtiens. Donc, pas question de climat d'hostilité entre paysans haïtiens et dominicains.

Les chiffres qui en résultent sont les preuves flagrantes montrant qu'il s'agit d'un crime d'Etat. Des historiens, comme Bernardo Vega, ont vu dans ce massacre, l'anti-haïtianisme ou le racisme de Trujillo, d'autres comme Franklyn Franco l'ont analysé à la lumière des disputes territoriales dans la région frontalière. Des auteurs comme Suzy Castor pensent que c'était un moyen utilisé par Trujillo pour se faire accepter par l'élite blanche dominicaine.

Le gouvernement haïtien fut officiellement informé par un rapport d'Arnold Fabre, Consul haïtien à Dajabon. Vincent écrit à « son ami » Trujillo pour solliciter une « solution juste et humanitaire ». L'ambassadeur d'Haïti en République Dominicaine, Evremont Carrié « met hors de cause la haute personnalité du président Trujillo et son gouvernement ». Pour Suzy Castor, le 15 octobre 1937, l'ambassadeur haïtien signa un communiqué conjoint avec le chancelier Balaguer assurant de l'amitié des deux chefs d'Etat et de l'harmonie des deux peuples. C'est une première victoire pour la diplomatie dominicaine, qui voulait juste faire de ce crime un simple incident de frontières alors que les journaux étrangers faisaient l'écho d'un génocide. Vincent préféra garder le profil bas. Face à l'ampleur du drame, Vincent comprit alors qu'il lui fallait changer de position. Abandonnant les négociations directes avec Ciudad Trujillo, il recourut à l'arbitrage interaméricain.

En décembre 1937, le gouvernement haïtien saisit donc la Commission permanente de Washington. Une commission d'enquête est alors composée des Etats-Unis, du Mexique et de Cuba mais Trujillo fit des résistances. Devant son refus de coopérer, la commission envisage à prendre des sanctions contre la République Dominicaine. Trujillo accepta l'arbitrage. Plus tard, Vincent adressa une lettre à la commission en janvier 1938 pour retirer sa plainte et décide de régler l'affaire à l'aimable avec la république voisine. Ce nouveau virage allait aboutir à la signature d'un nouvel accord le 31 janvier 1938 à Washington. Aux termes de cet accord, le gouvernement dominicain exprime ses regrets, donne l'assurance qu'il va punir les auteurs et s'engage à payer 750 000 dollars, comme compensation financière. Leslie Manigat indique que la République Dominicaine n'a versé en fait que 500 000 dollars américains, soit

de 25 à 33 dollars par tête d'Haïtiens tués. L'Accord du 15 octobre 1937 et celui du 31 janvier 1938 sont appelés les « accords de la honte » par les historiens haïtiens.

Conclusion

A l'analyse de ces faits, nous pouvons conclure que le président Sténio Vincent affichait un comportement de soumission et de compromission devant le massacre des Haïtiens en 1937. On ne comprend pas pourquoi Trujillo, un an après la signature du Protocole de 1936, ordonna le massacre des Haïtiens vivant sur son territoire. Ce dit protocole s'explique, pourtant, par la volonté de Trujillo de résoudre le problème de la frontière. Celle-ci était définitivement tracée par les accords de 1929, 1935 et 1936. Leslie Manigat relate cette boucherie fut un acte d'État commis sur ordre par les militaires dominicains, non pas par de simples particuliers. De son côté, l'historienne Suzy Castor parle de politique d'abdication chez le gouvernement haïtien. La nouvelle du massacre réveilla des sentiments nationalistes chez presque tous les Haïtiens de l'époque. Grèves, manifestations d'étudiants, dénonciations publiques ect. Vincent préféra de gérer la crise dans un premier temps à travers des négociations menées sous la tutelle des États-Unis, de Cuba et du Mexique dans un second temps par le biais d'un accord bilatéral. Trujillo assimila le massacre à un simple incident frontalier.

L'autoritarisme est une constante dans l'histoire nationale. Démontrez-le à partir des gouvernements qui se sont succédé de 1941 à 1957.

Introduction

A la veille de l'occupation américaine de nombreux présidents se sont succédé au pouvoir à la suite d'une série d'assassinats politiques et d'exils forcés. Le pays était vite transformé en une jungle où s'affrontaient les aristocraties (noires et mulâtres) pour la gestion des affaires étatiques. De ce fait, l'occupation américaine de 1915 à 1934 avait pour but principal de remettre de l'ordre et surtout à stabiliser le système politique haïtien tombé dans l'anarchie. Le pays a connu une période de stabilité politique durant les dix-neuf ans d'occupation et les élections ont eu lieu au second degré. Cependant la période post-occupation sera marquée par des anciennes pratiques politiques violentes du XIX^{ème} siècle resurgissent. Ainsi, on se plaît à répéter que l'autoritarisme est une constante dans l'histoire nationale. Quels sont les fondements d'un tel jugement ? L'analyse des gouvernements qui se sont succédé dans la conjoncture de 1941 à 1957 nous aidera à répondre à cette assertion.

Développement

L'autoritarisme est le caractère d'un régime politique qui exerce son pouvoir de manière absolue. En analysant le climat politique haïtien après douze ans de désoccupation, les joutes électorales ont été marquées par la répression, les menaces, les arrestations, les trahisons, les tueries et les confiscations de biens des opposants. Durant la période 1941 à 1957, on va assister à la montée des régimes dictatoriaux de Vincent, Lescot, d'Estimé, de Magloire et des Duvalier.

Le président Vincent s'accrocha au pouvoir et n'accepta pas d'opposition. Jacques Roumain a été arrêté à maintes reprises pour ses idées et ses prises de position contraires à celles du président. En 1935, un plébiscite prolonge le mandat président jusqu'en 1941 et l'article 14 de la constitution de 1935 déclare qu'il existe le Pouvoir Exécutif assisté du Corps législatif et du Corps judiciaire. Le gouvernement de Vincent s'est discrédité aux yeux du peuple haïtien suite à ses actes attentatoires contre la liberté de la Presse et ses conflits permanents avec le parlement. Les forces nationalistes lui reprochaient d'avoir foulé aux pieds l'orgueil national en acceptant de retirer sa plainte et de régler la question du massacre des Haïtiens en 1937 dans un cadre bilatéral.

Il faut dire que le népotisme, même avant l'occupation, n'avait jamais atteint un tel degré dans la gestion de la chose publique avec Lescot. Ce dernier pour consolider son contrôle sur l'appareil d'Etat, nomme lui-même chef de la Garde militaire et d'une clique de mulâtres à des postes gouvernementaux importants, y compris ses propres fils. Il dirigea le pays avec une main de fer en réduisant au silence tous ceux qui osaient s'opposer à ses actions. Les lois martiales, les attaques, les persécutions contre la presse semblaient être les réponses aux revendications. Son pouvoir dictatorial s'appuie sur la constitution de 1935 qui concentre entre ses mains tous les pouvoirs. Un corps de police rurale, chef de section commande par la force et l'intimidation. En 1942, il suspend les garanties constitutionnelles et se réserve le droit de légiférer en toutes matières par décret présidentiel. En 1944, des soldats de rang inférieur noir, complotent pour le renverser, la rébellion a été capturée et sept d'entre eux ont été exécutés sans cour martiale. En procédant à l'arrestation de Théodore Baker et de René Depestre, deux jeunes du groupe La Ruche, Lescot a déclenché la mobilisation des écoliers et des étudiants, des organisations syndicales et des partis politiques. Lescot prend le chemin de l'exil.

Le mouvement de 1946 alla porter Dumarsais au pouvoir mais quelques mois après, le pouvoir Estimiste n'hésita pas à montrer son visage répressif en persécutant les leaders du mouvement étudiant qui étaient à l'origine de la chute du régime de Lescot. L'étau se resserra aussi autour des membres du Parti socialiste populaire et du Parti communiste haïtien, sans épargner la presse et les organisations syndicales. En 1949, le gouvernement déclara l'état de siège. Face à cette mesure, le Sénat, les dissidents politiques et même certains noiristes tournent le dos à Estimé. Ce dernier mettait un gouvernement de combat en attaquant les associations politiques et les syndicats indépendants. Le climat politique demeurera ainsi tendu et incertain jusqu'à la houleuse séance du 18 avril 1950, au cours de laquelle les sénateurs tels que : Jean Bélizaire, Joseph Buteau, Louis Déjoie, Emile Saint-Lot ect... refusèrent de réviser la constitution. Le 8 mai 1950, conduite par des zélés estimistes, une populace excitée saccageait les locaux du Sénat de fond en comble. Deux jours plus tard, Estimé laissait le pouvoir.

Après la chute d'Estimé, c'est pour la première fois dans l'histoire du pays que les élections furent réalisées au premier degré et rien ne pouvait pas empêcher Magloire de devenir président de la République. Moins d'un mois après avoir accédé au pouvoir, Magloire fit face à une grève générale déclenchée par le MOP (Mouvement Ouvrier Paysan) de Daniel Fignolé et du PSP (Parti Socialiste Populaire) et le gouvernement rétorqua par la fermeture de ces deux entités et de certains journaux de l'opposition accusés d'être les vecteurs des idées communistes dans le pays. Magloire gouverna d'une main ferme en acceptant très peu de dissidences. Il musela ses opposants, et dans certains cas les persécuta ou les emprisonna. Sa manière de court-circuiter ses opposants, les syndicalistes et les protestataires lui a valu le titre de " kanson fè "(pantalon de fer).

Magloire suspendit les garanties constitutionnelles et fit emprisonner 146 hommes politiques. Alors commença une épreuve de force entre le pouvoir et les forces de l'opposition. Finalement, il céda et accepta de partir pour l'exil comme le firent ses prédécesseurs Estimé et Lescot.

Après l'exil de Magloire, un climat d'agitation sociale et d'instabilité politique s'ensuivit entre décembre 1956 et juin 1957, cinq gouvernements provisoires se succédèrent. L'année 1957 fut troublée de putschs, d'attentats et de scandales.

Conclusion

A bien considérer ce que nous venons d'analyser ci-dessus, nous pouvons avancer que l'autoritarisme est une constante dans l'histoire nationale de 1941 à 1957. Le président Sténio Vincent a fait légaliser la dictature avec la Constitution de 1935, laquelle a permis le retour du pouvoir personnel. Son successeur, Elie Lescot a renforcé l'autocratie présidentielle par un sectarisme en favorisant l'oligarchie des mulâtres. Malgré l'interdiction constitutionnelle, les estimistes ont tenté d'obtenir la réélection de leur chef. Pendant le règne de Magloire, la vie politique a été entièrement dominée par une dictature. La crise de 1956-1957 marqua un retour aux vieilles traditions d'avant l'occupation américaine. Au cours de cette brève période, Haïti a épuisé, l'une après l'autre, toutes les formes de gouvernement provisoire qui avaient été utilisées tout au long du XIXème siècle : présidence provisoire constitutionnelle, présidence de facto, gouvernement collégial, gouvernement militaire provisoire. L'accession de Duvalier au pouvoir n'a pas mis un terme à la tradition autoritaire qui caractérisait la vie politique.

Dumarsais Estimé fut un président moderniste. Montrez-le

Introduction

La présidence de Nicolas Geffrard, de Florvil Hyppolite et d'Antoine Simon marque une étape importante dans la pénétration de la technologie, de la modernité et de l'industrialisation du pays. Après la chute d'Antoine Simon, le pays sombra dans une instabilité politique chronique mettant à sec le trésor de l'Etat. En dépit de certains progrès apportés par les Américains, en termes d'infrastructures, dans l'ensemble le bilan de cette occupation est entièrement négatif. Elle n'est pas parvenue à mettre le pays sur les rails du développement. L'agriculture n'est pas modernisée et la dette continue à peser lourd dans l'économie du pays. Les forces productives n'ont pas augmenté ni en productivité, ni en technologie. Parmi les différents présidents qui se sont succédé durant la période post occupation, le nom de Dumarsais Estimé est à retenir. Ses actions dans différents domaines font qu'on lui attribue l'épithète de président moderniste. Est- ce juste ? Dans les lignes suivantes, nous tenterons d'élucider la question

Développement

La hausse du prix du café et du sisal sur le marché national a favorisé une augmentation des recettes fiscales. C'est pour la première fois depuis longtemps que le pays affichait une balance commerciale excédentaire. Ce boom économique a permis à Estimé de se lancer dans une vaste activité de réalisation de grands travaux d'urbanisme. L'organisation d'une exposition internationale, à l'occasion du bicentenaire de la fondation de Port-au-Prince inaugurée en 1949, permit d'attirer les touristes nord-américains et européens. Une nouvelle loi exigea des hommes d'affaires du centre-ville d'installer des vitrines d'exposition et d'installer des enseignes lumineuses. Estimé songea à rénover la capitale haïtienne, à la transformer en une ville brillante et moderne : attractions foraines, des feux d'artifice ect... Port-au-Prince accueillait de grands ensembles symphoniques dont la troupe du Grand opéra national de New York, les orchestres populaires cubains, les vedettes de la chanson latino-américaine Célia Cruz, Daniel Santos, Alberto Beltran, Bébo Valdès.

La Libération financière du pays représente une des grandes réussites haïtiennes du vingtième siècle sous la présidence d'Estimé. Elle était rendue possible grâce à la conjoncture économique particulièrement florissante de l'époque et aux surplus de liquidités dont disposait la Banque nationale. Estimé a lancé un appel au peuple Haïtien à se sacrifier et aider à lever des fonds. «*Avec eux ou sans eux, nous libérerons le pays*» a-t-il dit dans un discours 1947 face au refus des Etats-Unis. Cinq millions d'un emprunt interne sans précédent de 7,6 millions de dollars est allé vers le paiement de la dette. Et de plus, le président Estimé a placé le conseil d'administration de la BNH, déjà composée de trois représentants américains et deux Haïtiens, sous contrôle haïtien total.

L'emprunt de 4 millions de dollars effectués auprès des Américains ont permis de commencer avec programmes de développement de la vallée de l'Artibonite et de l'industrie touristique. La période d'Estimé sera marquée par des transformations sociales dont profiteront justement les classes moyennes. Dumarsais Estimé restera avant tout l'homme du bicentenaire, du plan quinquennal de développement et l'homme de la libération financière. Sa politique éducative comprenait la construction d'écoles provinciales et une formation élargie pour les enseignants, conduisant à 45 pour cent d'augmentation du taux de scolarisation primaire.

Estimé entretenait l'idée qu'il fallait restaurer l'image de marque du pays à l'extérieur par une politique de grandeur soutenue par d'immenses projets. En ce sens, il se voulait l'architecte de la modernisation d'Haïti. Dans son esprit, ces travaux d'embellissement devaient restaurer la fierté haïtienne et offraient aussi le précieux avantage de contrer la misère sociale en procurant du travail aux masses prolétaires. Ce fut tout d'abord le projet de reconstruction du village frontalier de Belladères qui allait, selon Estimé, servir de vitrine de la réussite haïtienne sur la façade dominicaine du pays. Les ingénieurs du gouvernement ont transformé ce petit village en un village moderne et scintillant. Les retombées positives des activités du gouvernement d'Estimé profitèrent à l'élite politique noire et les classes moyennes.

Conclusion

L'analyse de ce que nous venons d'avancer ci-dessus nous a permis de constater que Dumarsais Estimé a le plus marqué l'histoire économique et sociale d'Haïti, en comparaison avec beaucoup administrations précédentes, soient celles de Nicolas Geffrard, de Florvil Hyppolite, de Lysius Salomon, Cincinnatus Leconte ect... Du point de vue du relèvement des politiques financières et des politiques de modernisation, Dumarsais Estimé fait adopter plusieurs mesures sociales et favorise l'avancement de la population noire. Sur le plan social, la note dominante à l'actif du gouvernement d'Estimé se réfère aux acquis dans la promotion des droits sociaux, à la promulgation de la loi sur le salaire minimum, augmenté de 75%. Il faut aussi noter l'existence du département du Travail, la loi interdisant l'augmentation du coût du loyer. La prospérité générale que connut la République d'Haïti pendant la décennie qui suivit l'élection de Dumarsais Estimé, nous dit Charles Dupuy, restera d'ailleurs un fait unique dans son histoire : le pays encaissait des rentrées fiscales particulièrement abondantes et aussi, pour la première fois depuis longtemps, affichait une balance commerciale excédentaire.

1- Quelles étaient les causes externes de l'occupation américaine d'Haïti ?

Certains auteurs dont Pierre Buteau, Michel Soukar ect...voient l'occupation américaine sous l'angle de l'expansionnisme-impérialiste américain depuis la doctrine de Monroe en 1823. Sur le plan économique, des grands groupes industriels vont pousser le gouvernement à chercher des marchés à l'extérieur. De ce fait, l'occupation d'Haïti s'est vue aussi sous l'angle d'une politique extérieure américaine dans le but de sauvegarder ses intérêts dans la Caraïbes considérée comme son arrière-cour. La France et l'Allemagne possédaient d'importants investissements en Haïti et les Américains ont profité de l'engagement de ces deux pays européens durant la Première Guerre mondiale pour les déloger.

Pour protéger leurs investissements dans des Etats qui étaient en proie à des crises politiques, les Américains ont effectué toute une série d'interventions militaires : Nicaragua (1895) ; Cuba et Porto Rico (1899) ; Venezuela (1903) ; Haïti (1915). Les Américains prennent en mains les investissements (transfert des dettes envers les puissances européennes aux USA) et le contrôle direct sur les finances (Haïti, République Dominicaine et Guatemala). Ni la France, ni la Grande Bretagne ne pouvaient réagir. L'Allemagne tente mais cesse vite.

Sur le plan géostratégique, l'espace géographique des Etats-Unis l'oblige à défendre deux océans (Atlantique et Pacifique). En effet, durant cette période, deux nouvelles puissances maritimes allaient voir le jour : le Japon et l'Allemagne. Cette nouvelle réalité pose des nouveaux problèmes de défense aux Etats-Unis. C'est à la lumière de cette nouvelle réalité qu'il faut comprendre les interventions américaines dans les Caraïbes et en Amérique centrale. Sur le plan idéologique, les américains considèrent leur parcours historique comme un modèle universel, voient leur pays comme le leader du progrès mondial et pensent qu'ils peuvent aider ceux qui sont moins évolués à s'améliorer.

2- Quelles étaient les causes internes de l'occupation américaine d'Haïti ?

Sur le plan social, les problèmes agraires engendrèrent dès 1844, le soulèvement "des piquets" qui fut durement réprimée, revendiquant la propriété de la terre, un meilleur prix pour les denrées et un noir à la présidence. Chaque fois que la mobilisation populaire ébranle le système politique, les politiciens l'étouffent surtout avec la formule de la politique de doublure. Depuis la deuxième moitié du XIXème siècle, deux groupes sociaux sont en lutte ; les Cacos et les Piquets. Les latifundistes du Nord avaient soulevé et armé des bandes de paysans appelés "cacos" dans une sorte de guerre civile pour faire échec aux présidents sudistes. Les politiciens utilisent souvent le peuple pour réussir leurs manœuvres politiques. Selon l'historien Roger Gaillard, la paysannerie a payé « un lourd tribut » dans les luttes de faction. Sur le plan politique, à la veille de l'occupation américaine chaque opposant du gouvernement, disposant des moyens financiers a la possibilité de s'autoproclamer Général et marcher sur Port-au-Prince. Entre 1911 et 1915, six présidents se sont succédé au pouvoir à la suite d'une série d'assassinats politiques et d'exils forcés.

Le pays était vite transformé en une jungle où s'affrontaient les élites politiques pour la gestion des affaires étatiques. Selon le géographe haïtien Georges Anglade, pendant tout le XIXe siècle, Haïti était divisée en onze (11) régions ayant à leurs têtes des élites qui étaient codétentrices du pouvoir politique et du pouvoir économique. Sur le plan économique, les multiples emprunts contractés dans le but d'unifier la dette extérieure ont mis à sec le trésor de l'Etat. Le pays se trouvait dans une situation de débiteur permanent envers les capitalistes étrangers, d'où un déséquilibre dans les rapports commerciaux, tout le profit va enrichir la caisse des pays prêteurs dont la France est l'avant-garde. Avec l'arrivée de Salomon au pouvoir, débute ce que Gusti Gaillard appelle la période de l'approfondissement des liens de dépendance entre Haïti et son ancienne métropole. A la veille de 1915, Suzy Castor avançait que la dette extérieure avait augmenté au point de dépasser la capacité de paiement de la nation. Les ressources gouvernementales s'épuisent, les incendies se multiplient, à chaque soulèvement le gouvernement haïtien fut obligé de réparer les préjudices causés aux commerçants de la place.

3- C'est quoi la convention de 1915 ?

Le traité du 16 septembre 1915 est l'instrument juridique de l'occupation américaine d'Haïti. Les finances haïtiennes sont sous le contrôle d'un conseiller financier proposé par le président des Etats-Unis, les droits de douane sont perçus directement par un Receveur général proposé par les Etats-Unis pour assurer le remboursement de la dette d'Haïti à l'égard des banques américaines. A travers cette convention, Haïti s'engage de ne pas transférer le territoire à une autre puissance étrangère et il y a un article qui donne aux États-Unis le droit d'intervenir pour faire respecter le traité et de préserver l'indépendance d'Haïti.

Cette convention a également dissout l'armée haïtienne, créant à sa place un seul commandement américain, 3000-homme forces de police connue sous le nom de la Gendarmerie d'Haïti. La gendarmerie veille à l'application des lois, relance la pratique du travail forcé, ou corvées, ce qui nécessite paysans haïtiens de travailler sur les routes. Cette convention, suivie par d'autres accords, fit d'Haïti un protectorat des États-Unis. Le contrôle des douanes, de travaux publics, de service hygiène et des finances passa aux mains des forces de l'occupation et la liberté d'action des gouvernements haïtiens devint très limitée.

4- Quid de la constitution de 1918 ?

Les États-Unis rédigent une constitution pour le pays, qui exclut notamment un article des constitutions précédentes qui avait interdit la propriété étrangère des terres. Cet article était maintenu dans les 13 autres Constitutions antérieures jusqu'au débarquement des marines en 1915. En vertu de la constitution américaine rédigée, les investisseurs étrangers seraient en mesure d'acheter des terres fertiles et d'établir la canne à sucre, cacao, banane, coton, tabac, et les plantations de sisal.

Les autorités américaines en Haïti soumettent cette constitution à un référendum populaire. Moins de 5 pour cent de la population participent au vote. En 1918, pendant la troisième année de l'occupation américaine, le président marionnette Dartiguenave en a balayé cet article pour faciliter la mainmise impérialiste sur les principales sources de richesse du pays.

5- Qu'entends-vous par l'emprunt de 1922 ?

L'Etat haïtien était surendetté, Borno décida en juin 1922 d'un emprunt de 23 millions de dollars qui permit d'apurer l'ensemble des dettes. Pour rassurer les prêteurs, il transféra la BNRH à la National City Bank de New York. Les taxes à l'exportation, ressource traditionnelle de l'État, furent diminuées au profit de taxes internes et l'administration des Contributions fut confiée à des Américains. Au début de la présidence de Louis Borno, une première tranche de 16 millions fut versée à l'État haïtien sur cet emprunt dit de 1922. Cet emprunt servait à rembourser les indemnités et réclamations des commerçants étrangers établis en Haïti.

Il n'est qu'un emprunt politique visant à justifier la présence américaine sur le sol national. Destiné à racheter les emprunts de 1875, de 1896 et de 1910, il s'agit d'un transfert des dettes haïtiennes des mains européennes aux mains américaines. Selon Gusti-Klara Gaillard, la dette extérieure, rachetée par la National City Bank, en 1922, deviendra le pivot de la dépendance d'Haïti vis-à-vis des États-Unis.

6- Quelles étaient les conséquences de la crise de 1929 en Haïti ?

Cette crise aura des retombées en Haïti en particulier sur les produits exportables tels que :le sucre et le café. Le sucre qui constitue la base de l'économie coloniale fera sa réapparition avec l'occupation américaine, favorisée par l'installation de la HASCO, usine aux capitaux nord-américains. Ces données dont nous allons vous montrer est une preuve sur les conséquences de cette crise en Haïti, de 120.000 quintaux en 1927-28 à 47.500 quintaux 1928-1929. Cette chute s'accompagne aussi d'une baisse des prix au niveau international. Le café n'était pas non plus épargné ; on exporte 41.100 tonnes 1928-29 tandis en 1928-29, seulement 28.500 tonnes sont exportées.

Durant la période où éclata la crise, il eut des diminutions tant au niveau de l'importation et de l'exportation ; en 1929, Haïti importe \$9.000 0000 d'articles en provenance des USA et exporte \$1.300 000 de produits. En 1930-31 Haïti importe \$6.580 000 et exporte \$720. 000. Comme résultat, il eut un déficit budgétaire annuel considérable. Pour faire face à cette situation, le gouvernement haïtien et les occupants ont pris toute une série de mesure parmi lesquelles, taxation sur les produits de la paysannerie.

7- C'est quoi la grève des étudiants des Damien ?

La grève des étudiants est une conséquence de la crise de 1929 en Haïti. A l'Ecole Centrale d'agriculture de Damien, le 31 octobre 1929, l'heure de la reprise des cours dans l'après-midi va bientôt arriver, quand survint l'un d'entre eux, groupés sur le campus, leur faisant savoir que la direction venait de prendre une décision visant à réduire les bourses affectées aux étudiants citoyens.

Cette nouvelle disposition a été vivement critiquée par les étudiants qui délèguent à cet effet, six de leur rang auprès du directeur américain George Freeman pour protester contre cette décision. Ce dernier avance aux étudiants que ceux qui ne sont pas d'accord peuvent abandonner l'Ecole. Déçus de leur attente, les étudiants refusent de reprendre leurs cours et décrètent la grève. Il faut dire que cette école a été vivement critiquée par l'opposition en arguant le matérialisme anglo-saxon de son enseignement.

Un avis du 6 novembre faisant obligation aux étudiants de reprendre les cours sous peine d'être considérés d'abandonner volontairement. Cette décision allait empirer la situation, des écoles se joignent à ce mouvement, celles de la Faculté de Droit, des Sciences Appliquées, de l'Ecole de Médecine. Des élèves de l'enseignement secondaire y prenaient part (Petit Séminaire, Lycée de Pétiou, Saint-Louis de Gonzague, des manifestations de rues. Le 18 novembre, un arrêté est publié selon lequel le nombre des bourses sera maintenu.

8- Faites état de la résistance culturelle sous l'occupation américaine

Une résistance culturelle avec les intellectuels haïtiens qui vont se servir de leur plume comme instrument de leur désapprobation. L'occupation d'Haïti par les États-Unis suscite une vive résistance patriotique cristallisée autour de la Revue de la Ligue de la jeunesse haïtienne en février 1916 et de La Nouvelle Ronde en 1925-1927. Des écrivains de "La Ronde" comme Georges Sylvain, Etzer Vilaire, Seymour, Edmond Laforest et Ernest Douyon donnent une nouvelle voix à la littérature haïtienne : une littérature engagée pour résister physiquement et culturellement à l'occupation. Pour cela, les écrivains commencent par évoquer leur appartenance à l'Afrique qu'ils considèrent comme la mère de tous les Haïtiens. Dans leurs œuvres, les écrivains vont mettre en exergue les éléments qui composent le folklore haïtien comme le vaudou, le rara, les veillées, mortuaires, les contes, le combite, etc...

9- Quelles étaient les conséquences économiques de l'occupation américaine ?

Les conséquences économiques de l'occupation par des marines furent profondes et durables. Presque toutes les routes construites ou élargies par les occupants ont directement conduit à Port-au-Prince, ce qui entraîne une concentration de l'activité économique du pays au niveau de la capitale. Par le biais de l'emprunt de Borno en 1922, Washington obtint la modification des statuts de la Banque Nationale de la République d'Haïti (alors une institution française) qui passa aux mains de la National City Bank de New-York. Pour Michel Rolph-Trouillot, les exportations caféières passaient de 67% à 78%, augmentant ainsi notre dépendance à la monoculture, malgré la création de diverses enclaves de plantation. Ainsi, 40% des recettes de l'Etat passaient sous le contrôle direct des États-Unis. Dès août 1941, commença la confiscation brutale des meilleures terres du pays au profit de la culture du caoutchouc principalement, mais aussi du sisal. Le nombre des domaines loués aux compagnies américaines a provoqué une vague d'expropriation de terres chez les paysans. L'agriculture n'est pas modernisée et la dette continue à peser lourd dans l'économie du pays.

10- Quelles étaient les conséquences sociales de l'occupation américaine ?

Répression sanglante de la résistance ; assassinat de milliers de guérillos ; camp de concentration de Chabert : dont 5,500 paysans y mouraient en 3 ans ; massacre de Marchaterre ; corvées et déportations de populations désarmées ; expropriations en masse des partisans et paysans ; tel fut le bilan de 19 ans de colonisation américaine. Selon des témoignages oraux recueillis par l'historien Roger Gaillard, « *ces exactions incluent des exécutions sommaires, viols, maisons mises à feu après y avoir enfermées des familles entières, pendaisons, civils brûlés vivants et un notable enterré vivant* ». Les paysans, soumis au travail abrutissant et non-rémunéré de la corvée, intensifie les problèmes sociaux comme le préjugé de couleur et le racisme.

Les occupants ont creusé un fossé entre les chrétiens et les vodouisants en interdisant la pratique du vaudou, appauvri les citoyens en les expropriant. Ils ont imposé un régime qui réduit les paysans à un état voisin de l'esclavage et qui, en plus, s'attaquent à leur identité culturelle selon Rolph Trouillot. Pour Micheline Labelle, l'occupation a entraîné : la décomposition de la paysannerie parcellaire, la prolétarianisation de la force de travail, les migrations à Cuba et en République et la lumpen prolétarianisation dans les villes. L'oisiveté et la famine régnaient dans les campagnes et, selon pour Suzy Castor ; *criblé de dettes, mal alimenté, privé de son lopin de terre, le paysan connaissait une situation encore plus critique qu'avant l'occupation.*

11- Quelles étaient les conséquences politiques de l'occupation américaine ?

Haïti a connu une période de stabilité politique durant les dix-neuf ans d'occupant. Les élections ont eu lieu au second degré, celle-ci allait à l'encontre du principe de l'autodétermination du peuple haïtien. La dissolution du Sénat, l'interdiction aux parlementaires d'accéder à leur local le 5 mai, juste pour éviter des débats sur la Convention de 1915 par le gouvernement du président Sudre Dartiguenave, sous la dictée de l'amiral Caperton sont des preuves flagrantes montrant que les occupants prennent le contrôle de presque tout l'appareil étatique et la société haïtienne fut exclue de la gestion de son propre Etat. L'armée fut à la merci des Yankees et l'administration publique ne fut pas modernisée.

L'occupation américaine engendrait de nouveaux rapports conflictuels entre les acteurs politiques noiristes / mulâtristes avec promotion de l'élite mulâtresse dans la sphère du pouvoir (Dartiguenave, Borno, Roy, Vincent, Lescot). Pendant l'occupation, les présidents haïtiens étaient de simples marionnettes pour les Américains. En 1918, ces derniers iront jusqu'à formuler une nouvelle Constitution, celle de 1918. Le juriste haïtien Monferrier Dorval arguait que l'occupation a profondément modifié le droit haïtien sans toutefois le basculer dans le système de la Common law.

12- Qu'est-ce qui a mis fin au gouvernement de Vincent ?

Le gouvernement de Vincent s'est discrédité aux yeux du peuple haïtien suite à ses actes attentatoires contre la liberté de la Presse et ses conflits permanents avec le parlement. L'opposition politique se mobilise, la presse et l'armée se mêlent de la partie. Les forces nationalistes lui reprochaient d'avoir foulé aux pieds l'orgueil national en acceptant de retirer sa plainte et de régler la question du massacre dans un cadre bilatéral. Décrié par tous, Vincent pense à briguer un troisième mandat, mais n'ayant plus l'appui des Dominicains et des américains, il est contraint de laisser le pouvoir entre les mains de Lescot, son ancien ministre des affaires étrangères, ancien ambassadeur d'Haïti à Washington et à Santo Domingo.

13- Comment Lescot est-il devenu président ?

Lescot a occupé des postes dans les gouvernements de Borno et de Vincent. Ses étroites relations avec Etats-Unis l'ont aidé à jeter les bases pour accéder à la présidence d'Haïti et reçu le soutien du Département d'Etat pour sa campagne pour succéder Sténio Vincent en 1941. Après le massacre de 1937, Trujillo voulait faire échec au troisième mandat que recherchait Vincent. Il menaçait de rendre publique une lettre que Vincent lui avait adressée et que détenait Elie Lescot.

Ce chantage de Trujillo aurait été déterminant dans la décision du retrait de Vincent et le choix de Lescot en lieu et place de Jean Price-Mars, Timothée Paret, Amilcar Duval ect... Certains parlementaires de la Chambre des députés opposés à sa candidature de Lescot arguant qu'Haïti avait besoin d'un président noir. Profitant des effets de la Seconde Guerre mondiale, Lescot fait circuler une rumeur selon laquelle l'opposition a été financée par des ressortissants des Pays de l'Axe en faisant référence aux marchands allemands et italiens de Port-au-Prince. Il a remporté 56 des 58 votes exprimés.

14- Qu'est-ce qui a mis fin au pouvoir de Lescot ?

Le pays fit face à une crise économique sans précédent provoquée par la politique agricole du d'Elie Lescot (1941-1946), pour soutenir les Américains lors du deuxième conflit mondial. La détérioration de la situation économique et sociale, l'autoritarisme, le népotisme et le mulâtrisme du régime de Lescot ont été à la base de l'éclatement de la crise dans les premiers jours de janvier 1946.

Selon le professeur Leslie Manigat, le mouvement de 1946 a été aussi préparé depuis les années 40 par un groupe de professeurs de Lycée Pétion de tendance noiriste, contre le mulâtrisme régnant depuis l'occupation américaine. La politique des Etats-Unis consistant à mettre au pouvoir un président issu de l'élite mulâtre et le choix du président Lescot d'imposer une politique éducative limitant l'accès des noirs à l'enseignement supérieur, notamment aux facultés de médecine et de génie, à l'administration publique allaient donner une coloration épidermique à la crise.

Des intellectuels, des poètes, des jeunes, des artistes ont été les principaux instigateurs et promoteurs des « Cinq Glorieuses de 1946 ». En procédant à l'arrestation de Théodore Baker et de René Depestre, deux jeunes du groupe La Ruche, Lescot a déclenché la mobilisation des écoliers et des étudiants, des organisations syndicales et des partis politiques. La Garde militaire a essayé de disperser les manifestations, mais ce fut en vain. Convaincu de leur vie sont en danger, Lescot et de son cabinet prennent le chemin de l'exil. Une junte militaire de trois personnes prit le pouvoir à sa place et promet d'organiser des élections.

15- Expliquez la chute d'Estimé

L'élite mulâtresse était dans un état de conflit permanent avec le régime Estimé, qu'il considère comme discriminatoire à l'encontre sujets à peau claire. D'un côté, la bourgeoisie ne cesse d'avertir le président que le peuple est trop pauvre pour être imposé. De l'autre côté, le syndicaliste Daniel Figolé attaqué Estimé pour ne pas aller assez loin pour habiliter les noirs pauvres. Certains éléments de l'armée haïtienne ont uni leurs forces avec le président Rafael Trujillo dans une tentative pour renverser Estimé. Face à cette situation, le gouvernement déclara l'état de siège en 1949.

Le Sénat, des dissidents politiques et même certains noiristes se sont tournés contre lui. Pendant qu'il composait un gouvernement de combat, Estimé s'attaquait aux associations politiques et aux syndicats indépendants. On accusait le gouvernement d'Estimé ne devait pas s'arrêter avec la disparition du sénateur Hudicourt en mai 1947.

Le climat politique demeurera ainsi tendu et incertain jusqu'à la houleuse séance du 18 avril 1950, au cours de laquelle les sénateurs tels que : Jean Bélizaire, Joseph Buteau, Hugues Bourjolly, Louis Déjoie, Charles Fombrun, Alphonse Henriquez et Emile Saint-Lot, etc... refusèrent de réviser la constitution, d'invalider l'article 81 ainsi que réclamaient les estimistes. Estimé, confiant dans son enracinement fait sortir le peuple. Le 8 mai 1950, conduite par des zélés estimistes, une populace excitée saccageait les locaux du Sénat de fond en comble. Deux jours plus tard, Lavaud, Levelt et Magloire ont forcé Estimé à laisser le pouvoir.

16- Décrivez la situation du pays après la chute d'Estimé

Après le renversement du président Estimé, l'Etat-major forma une junte militaire composée du général Franck Lavaud, des colonels Antoine Levelt et d'Eugène Magloire. Faut-il souligner que ces trois personnages assurèrent l'intérim en 194 après la chute de Lescot. L'une des premières actions posées par ce triumvirat fut le renvoi d'abord des sénateurs et des députés ensuite la proclamation de l'état de siège et enfin l'arrestation de nombreux proches du régime déchu ainsi que ceux qui vandalisèrent le Sénat. Un conseil consultatif de 25 membres fut formé avec la mission d'organiser les prochaines élections et de doter le pays d'une nouvelle constitution.

Il faut dire jusqu'à cette date les élections se réalisèrent au second degré mais cette fois ci, c'est pour la première fois dans l'histoire du pays que les élections furent réalisées au premier degré. Rien ne pouvait empêcher Magloire de devenir président de la République et on le critiquait amèrement car un militaire en exercice ne peut accéder au fauteuil présidentiel. Face à cette situation Magloire démissionna au sein de la junte militaire et Luc Foucher le remplaça. Lors de sa campagne électorale, Magloire bénéficia le soutien de l'Eglise Catholique, de l'Armée et de l'Ambassade des Etats-Unis. A la suite du dépouillement des bulletins, Magloire fut élu président face à son concurrent Fénelon Alphonse.

17- Pourquoi a-t-on attribué à Magloire l'épithète de « Kanson fè » ?

Il faut mentionner que Magloire connaissait tous les rouages de l'administration publique et du pouvoir politique pour avoir été au service des différents gouvernements précédents. Moins d'un mois après avoir accédé au pouvoir, Magloire fit face à une grève générale déclenchée par le MOP (Mouvement Ouvrier Paysan) de Daniel Fignolé et du PSP (Parti Socialiste Populaire), le gouvernement rétorqua par la fermeture de ces deux entités et de certains journaux de l'opposition accusés d'être les vecteurs des idées communistes dans le pays. D'autres personnes accusées de complot contre la sûreté de l'Etat furent arrêtées puis emprisonnées arbitrairement. Léon Memelon, soupçonné de vouloir tuer le président fut exécuté froidement par la police.

Magloire gouverna d'une main ferme en acceptant très peu de dissidences. Par exemple, il musela ses opposants, et dans certains cas les persécuta ou les emprisonna. François Duvalier lui-même, dut, à plusieurs reprises, se mettre à couvert, et Fignolé, le populiste leader des années 50, fut emprisonné. Sa manière de court-circuiter ses opposants, les syndicalistes et les protestataires lui a valu le titre de "kanson fè" (pantalon de fer). En 1954, l'opposition à travers son journal "Haïti Démocratique" voulait boycotter la célébration du cent cinquantième de l'indépendance en distribuant des tracts clandestinement. Des nombreuses arrestations furent opérées ; le député Rosini Pierre, le sénateur Marcel Héard, Jean Bélizaire, Arthur Valcourt, Marx et Cazalès Duvivier, ect... et lors des élections de 1955, André Jeanty fut élu frauduleusement député de la première circonscription de Port-au-Prince au détriment de Daniel Fignolé malgré la force de son rouleau compresseur.

18- Pourquoi Magloire était-il obligé de démissionner ?

En 1954, l'ouragan Hazel a ravagé Haïti et les fonds de secours ont été volés. La popularité de Magloire s'est effondrée rapidement. De plus, les partisans du mouvement de 1946 n'ont jamais pardonné Magloire pour la façon dont il a renversé Dumarsais Estimé. Les jeunes officiers de l'armée lui reprochaient de n'avoir pas effectué de profondes réformes et l'arrestation du général du colonel Léon Cantave allait susciter un mécontentement au sein de l'armée. Et, il était clair que Magloire n'allait pas abandonner le pouvoir. Le président Magloire suspendit les garanties constitutionnelles et fit emprisonner Déjoie ainsi que 146 hommes politiques. Alors commença une épreuve de force entre le pouvoir et la volonté populaire ; des bombes éclatèrent à la rue Bolos à Carrefour-feuille et à Marché Vallières. Des hommes d'affaires et des sociaux professionnels formèrent un front commun pour se débarrasser de Magloire, leur arme : la grève générale.

En peu de jours, les magasins, les stations d'essence, les usines et le grand marché en fer, sources d'approvisionnement de la capitale étaient fermés. En uniforme de parade, Magloire fit le tour de la ville, demandant aux commerçants d'ouvrir leurs portes, mais rien n'y fit. Deux jours plus tard, Magloire, appela le président de la cour de cassation, Joseph Nemours Pierre-Louis, selon le vœu de la constitution, pour lui succéder mais prit position aux casernes et fit comprendre qu'il restait aux commandes de l'armée. La grève générale continua jusqu'à ce qu'un groupe d'officiers lui fit savoir qu'il devait partir dans l'immédiat sous peine de lui enlever sa garde personnelle. Finalement, il céda et accepta de partir pour l'exil.

19- Décrivez la situation du pays de 1956 à 1957.

Après l'exil de Magloire, un climat d'agitation sociale et d'instabilité politique s'ensuivit entre décembre 1956 et juin 1957. Au cours de cette brève période, on a trouvé, l'une après l'autre, toutes les formes de gouvernement provisoire qui avaient été utilisées tout au long du XIX^{ème} siècle : présidence provisoire constitutionnelle, présidence de facto, gouvernement collégial, gouvernement militaire provisoire. L'année 1957 fut troublée de putschs, d'attentats et de scandales. Le 12 décembre 1956, Paul Eugène Magloire dut abandonner le pouvoir sous la pression de forces populaires. Joseph Nemours Pierre-Louis, alors président de la Cour de Cassation, lui succéda comme président provisoire mais fut décrié comme étant un magloiriste. Démissionné, l'armée reprend les rênes du pouvoir exécutif pendant quelques jours. Le 7 février, Franck Sylvain le succéda à titre provisoire. Accusé de fomenter des agitations violentes, le général Cantave l'oblige à démissionner. En 1957, Daniel Figiolé, ancien député du peuple, professeur de mathématiques et syndicaliste dont le nom fut associé à presque tous les grands événements politiques depuis 1946 et à toutes les grèves avant et après le départ de Paul Eugène Magloire est invité à assumer la présidence provisoirement. Le général Kébreau élimina Figiolé, président provisoire, qui jouissait d'une grande popularité auprès des masses. Quand le peuple apprit que son leader avait été exilé, il se souleva et fut réprimé aussitôt. On parle de 3000 victimes lors de ces premiers massacres dans les quartiers populaires de Bel-Air, la Saline et St Martin. A son départ, une junte composée du Général Antonio T. Kébreau (président), des colonels Emile Zamor et Adrien Valville (membres) prit le pouvoir. Les élections présidentielles portèrent François Duvalier au pouvoir et ce dernier institua une dynastie autoritaire pendant 29 ans